



10, rue de Solférino

# Bulletin d'information

du Syndicat C.G.T. des Personnels Techniques et Administratifs du Centre National  
de la Recherche Scientifique

## 50 % D'AUGMENTATION

**N**OTRE second Congrès a décidé de porter à 50 % notre revendication d'augmentation de salaire. Pourquoi ce pourcentage ?

Depuis 1953-1954, époque à laquelle remonte la revendication des 16 % minimum pour toutes les catégories, la situation de salaires faite aux personnels techniques et administratifs du C.N.R.S. n'a été **qu'en se dégradant**. La prime et les indemnités pour travaux supplémentaires, acquis par le jeu de la rétroactivité depuis le début 1955 ont été, si l'on considère la résistance des pouvoirs publics, des résultats non négligeables à mettre à l'actif de l'action unie du personnel, mais absolument impropres non seulement à normaliser nos salaires par rapport aux secteurs de recherche semi-publics et privés, mais même à compenser les nouveaux décalages intervenus depuis le début de notre action revendicative.

Pour situer le déclassement de nos salaires et en évaluer l'ordre de grandeur, nous pouvons, entre autres, établir une comparaison avec le Commissariat à l'Énergie atomique, où l'on retrouve un grand nom-

bre d'activités comparables à celles du C.N.R.S.

Ainsi, en mai 1957, les disparités enregistrées (après le stage de 6 mois) entre les salaires C.N.R.S. et les salaires moyens du Commissariat à l'Énergie atomique sont (y compris le 13<sup>e</sup> mois).

46 % pour une dactylographe (5 D) (C.N.R.S. 28732-CEA 42.000).

44 % pour un ouvrier professionnel 3<sup>e</sup> échelon (5 B) (C.N.R.S. 36537-CEA 52.000).

75 % pour un dessinateur d'exécution (4 C) (C.N.R.S. 34.562-CEA 60.500).

74 % pour un maître ouvrier (4 B) (C.N.R.S. 38.125-CEA 66.500).

84 % pour un chimiste ou physicien adjoint (3 B) (C.N.R.S. 38.918-CEA 71.400).

Et plus de 120 % pour un agent technique principal (1 B) (C.N.R.S. 48.443-CEA 110.000).

Et le C.N.R.S. exige de l'agent 3 B le diplôme de bachelier ou le brevet supérieur, et de l'agent 1 B la licence ou un diplôme d'ingénieur, ce que n'exige pas le C.E.A. !

Au C.N.R.S. les ingénieurs débutent à 54.000 (3 A) ou 66.000 (2 A).

Au C.E.A. les chiffres correspondants sont 79.000 et 89.000 francs. Après un an de stage, les ingénieurs du C.E.A. n'ont pratiquement pas de salaires inférieurs à 100.000 francs, salaire atteint au C.N.R.S. après 18 ans d'ancienneté pour un ingénieur 3 A et après 12 ans pour un ingénieur 2 A !

Au C.N.R.S., les ingénieurs sont **tous** déclassés de 100 % et plus, après quelques années d'activité.

Pour toutes les catégories, les comparaisons de salaires à mi-carrière ou en fin de carrière seraient également éloquentes.

À dessein, les salaires du C.N.R.S. n'ont pas été comparés aux salaires maxima possibles du C.E.A. Si l'on comparait également les possibilités offertes par le C.E.A. aux agents qui ne possèdent pas (ou pas exactement) les titres exigés par le C.N.R.S. aux possibilités-limites de ces mêmes agents dans le cadre du C.N.R.S., les différences apparaîtraient encore plus effarantes, aussi bien pour les administratifs et les techniciens que pour les ingénieurs.

Il faut également noter que le C.N.R.S. est loin d'offrir les garanties-maladie et les avantages familiaux et de retraite du C.E.A. Et que le C.E.A. lui-même est au-dessous des salaires du secteur privé !

De ce fait les déclassements cités ne sont pas les déclassements les plus grands que l'on puisse trouver, ce qui prouve que pour toutes nos catégories de personnel, **des plus petits aux plus élevés**, notre revendication immédiate de 50 % d'augmentation de salaire est justifiée.

Aussi les syndicats C.F.T.C. et F.O. du C.N.R.S., avec lesquels nous constituons l'Intersyndicale unie et représentative du personnel, sont arrivés aux mêmes conclusions que nous, et c'est sur la base de cette revendication reprise dans l'appel récent de l'Intersyndicale :

**50 % D'AUGMENTATION DE NOS SALAIRES A TITRE DE MESURE IMMEDIATE DE SAUVEGARDE, que nous mènerons dorénavant la lutte pour la défense de nos conditions de vie et de nos laboratoires.**

## NOTRE CONGRES

La conclusion du rapport d'activité présenté par le bureau sortant, pour la préparation de notre 2<sup>e</sup> Congrès, faisait apparaître diverses possibilités d'orientation du travail pour la prochaine année.

Les discussions, qui pendant deux jours ont animé notre Congrès, ont eu pour thème principal la recherche d'une direction de travail, en rapport avec l'évolution de notre situation, et ont mis en évidence l'un des principaux moyens à mettre en oeuvre : le maintien, la consolidation de notre unité avec tous nos collègues, organisés ou non dans d'autres syndicats.

Le Congrès s'ouvre samedi après-midi. A la tribune ont pris place E. HENAFF, secrétaire de la C.G.T. ; CANCEL (U.G.F.F.).

Notre camarade MOAT (Roscoff) préside.

Le Syndicat national des Chercheurs scientifiques (F.E.N.), invité à assister à notre Congrès, est représenté par DEDONDER.

Dans son rapport d'activité, DUPRE, secrétaire général sortant, fait une revue rapide de la situation internationale et nationale. La poursuite de la guerre d'Algérie et la politique d'austérité poursuivie par nos actuels gouvernants ont des conséquences très néfastes pour tous les travailleurs, les scientifiques en particulier.

Il souligne pourtant que, pour la première fois, un débat a eu lieu à l'Assemblée nationale sur la Recherche Scientifique. Une proposition de loi émanant de la Commission de l'Éducation Nationale notifie nos revendications :

## Résolution générale

Le 2<sup>e</sup> Congrès, réuni à Paris, les 13 et 14 avril 1957, constate que la politique du gouvernement, caractérisée en particulier par :

- la continuation de la guerre d'Algérie,
- les mesures d'austérité (blocages des salaires et des crédits) dont les travailleurs font les frais,
- les projets d'Euratom et la volonté d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins militaires,

est contraire à l'intérêt national et conduit à créer une situation catastrophique pour l'ensemble du pays, en général, et pour la Recherche scientifique, en particulier.

Il estime que seule une politique conforme à la volonté populaire, exprimée lors des élections du 2 janvier 1956, pourrait efficacement remédier à cette situation catastrophique.

Cette politique devrait, en premier lieu, réaliser la paix en Algérie et utiliser les ressources de la nation pour des œuvres de paix (équipement et construction dans tous les domaines et notamment dans les domaines scolaire, universitaire et de la Recherche scientifique).

### Dans le cadre du C.N.R.S.

Le Congrès, constatant que la politique gouvernementale n'a fait qu'aggraver la situation au C.N.R.S. qui est actuellement caractérisée par :

- le manque de crédits de fonctionnement et d'équipement qui entrave la continuation et le développement des recherches,
- le départ du personnel vers des secteurs mieux rémunérés et la difficulté d'en recruter de nouveau.

Le Congrès exige dans l'immédiat, comme mesures de sauvegarde :

1° Une augmentation massive des crédits de fonctionnement et d'équipement permettant au C.N.R.S. d'assumer son rôle.

2° Une augmentation de salaire de 50 %, sans distinction d'indiv-

vidu, de catégorie et de discipline.

3° Des aménagements au statut et des œuvres sociales :

a) Création d'une Commission technique paritaire ;

b) Amélioration du régime des retraites ;

c) Stabilité de l'emploi ;

d) Intégration de nouveaux diplômés ;

e) Facilités d'avancement (promotions, changements de catégories) et en particulier création automatique du poste lorsque le contractuel change de catégorie ;

f) Objection d'indemnités particulières (isolement, travaux dangereux, frais de déplacement, etc.) ;

g) Élargissement des avantages sociaux et familiaux ;

h) Dotation, par la direction de crédits importants pour le comité des œuvres sociales et la construction de logements.

4° L'harmonisation des salaires et des situations de tous les secteurs de recherche publics et semi-publics.

Le Congrès souligne, en outre, la nécessité de l'indépendance de la Recherche qui ne doit être ni asservie à des intérêts privés ni détournée à des fins militaires, mais qui doit être au service de l'intérêt national et de la paix.

Le Congrès s'élève contre l'ingérence d'intérêts privés dans certains laboratoires.

Il réaffirme la nécessité absolue de l'appartenance du C.N.R.S. à l'Éducation nationale.

**Avec l'ensemble de la Fonction publique**

Le Congrès s'élève contre le blocage du S.M.I.G. par la manipulation des 213 articles.

Il réclame une augmentation des traitements par l'application du Statut général de la Fonction publique et en particulier l'article 32 fixant le traitement de base à 120 % du S.M.I.G.

Il réclame la suppression des abattements de zone.

### Conclusion

Pour l'aboutissement de ces revendications, le Congrès fixe comme tâches essentielles :

1° L'intensification de la lutte pour la paix en Algérie ;

2° Le renforcement de l'unité d'action.

— avec tous les personnels du C.N.R.S.

C'est par l'unité d'action que quelques satisfactions ont été obtenues et que le problème de la Recherche a été posé dans la Fonction publique. Il faut encore consolider cette unité avec les chercheurs, les techniciens et les ouvriers.

— avec tous les personnels de l'enseignement supérieur,

— avec les personnels des secteurs de recherche publics et semi-publics.

3° La diffusion et l'application de notre résolution et de notre plate-forme revendicative parmi tout le personnel.

4° Le renforcement de la vie des sections.

La résolution du premier Congrès sur l'organisation, la propagande et sur la lecture indispensable de la presse syndicale (Le Vie Ouvrier, Le Peuple, Actio, etc.) et notre bulletin reste valable. Le Congrès demande de s'y rattacher en vue d'améliorer encore le fonctionnement des sections, afin que notre syndicat puisse augmenter encore la grande influence qu'il a dans le personnel et continuer à jouer son rôle déterminant dans l'action.

# LES TRAVAUX DE NOTRE CONGRES

## SEANCE DU SAMEDI APRES-MIDI

La discussion s'ouvre. Honneur à la province ! DUFLOS (Haute-Provence), LIBERMAN (Marseille) font un rapide rapport d'activité, en insistant sur les problèmes particuliers à leur région (n'oublions pas les abattements de zone !).

MOAT (Roscoff) se félicite des progrès de l'unité étendue aux chercheurs et demande qu'elle soit élargie à toutes les catégories de personnels qui travaillent autour de nous. (A Roscoff, les trois sections syndicales mènent une action commune.)

Tour à tour, LAMBERT (E.N.S.), CHANCONIE (Bellevue), CHEMIN (Observatoire-Meudon), GONSALVES (Fontenay) présentent le rapport d'activité de leur section, tandis que STERN (C.E.S.) insiste sur le problème des vacataires.

Puis CHANCONIE (Bellevue), au nom du bureau, cherche à définir la forme de revendication la plus apte à nous apporter une véritable revalorisation de nos salaires, tout en sauvegardant l'indépendance du C.N.R.S. et son rôle fondamental. Trois solutions semblent se présenter :

1) Nous continuons à travailler dans le même sens que précédemment, en essayant d'améliorer notre statut et nos salaires dans le cadre de la Fonction Publique.

Cette voie nous garantit des aventures dans lesquelles le C.N.R.S. et la Recherche fondamentale pourraient être utilisés aux seuls profits immédiats d'intérêts privés. Mais peut-elle véritablement conduire aux conditions de salaires capables d'assurer la vie et le développement du C.N.R.S. ? Oui, dans la mesure où la Fonction Publique est correctement revalorisée. Cette échéance risque malheureusement d'être lointaine.

2) Nous nous orientons vers notre lutte vers la titularisation du personnel contractuel.

Avantages : retraites décentes, sécurité d'emploi, comités paritaires, libertés syndicales, indépendance du C.N.R.S. qui garde son caractère de service public.

Inconvénients : la situation de la Recherche exige des mesures d'urgence ; or, cette deuxième solution ne résoudrait le problème des salaires que dans la mesure où l'harmonisation de la Fonction Publique serait effective et dans la mesure où des abaisse-

ments d'indice n'accompagneraient pas la titularisation.

3) Nous pouvons orienter notre lutte vers une harmonisation de nos salaires avec ceux de secteurs semi-publics (transformation du C.N.R.S. en établissement à caractère industriel et commercial : C.I.C.).

Si cette troisième solution permet peut-être une augmentation rapide de nos salaires (le C.E.A. et l'O.N.E.R.A. sont des établissements C.I.C.), elle ne nous offre à priori aucune garantie, quant à l'appartenance au C.N.R.S. à l'Éducation Nationale, quant à sa fonction essentielle de recherche fondamentale dans toutes les disciplines scientifiques sans exception, qu'elles soient ou non rentables dans l'immédiat.

LAMBERT (E.N.S.), SLUCKI (Institut d'Optique), sans se prononcer sur ces possibilités, soulignent que, si nous n'y prenons garde, la bourgeoisie cherchera toujours à utiliser la science pour son seul profit, tandis que LEFORT (Bellevue) s'oppose à la titularisation (c'est une opération trop lente qui n'apporterait sans doute pas une amélioration satisfaisante à nos salaires) et également à la transformation en C.I.C. (la situation politique et économique actuelle ne nous permet pas d'espérer une convention collective favorable). La meilleure solution lui semble être le statu quo avec, comme revendication essentielle, une augmentation de salaires de 30 à 50 %.

L'après-midi se termine par l'intervention de notre camarade HENAFF, secrétaire de la C.G.T.

HENAFF nous félicite de notre action et nous apporte le salut de la C.G.T. Tous les travailleurs ont suivi notre action avec beaucoup d'intérêt. Il nous apporte des précisions sur les luttes des travailleurs dans les différentes corporations. Malgré les tentatives de division, les travailleurs continuent à faire confiance à la C.G.T.

Il nous félicite aussi d'avoir mené nos actions dans l'unité avec nos collègues des autres syndicats. Il nous informe que, dans toutes les corporations, l'unité a repris sa marche en avant. Nous ne sommes pas seuls dans la lutte pour l'amélioration de nos conditions de vie. Ce n'est pas le moment d'être pessimiste !

## SEANCE DU DIMANCHE MATIN

Dimanche matin, le travail reprend, sous la présidence de LIBERMAN (Marseille). FAYARD (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques) est à la tribune.

La séance s'ouvre par une mise au point de Rachel SAUTEREY (I.N.O.P.) qui résume la discussion de la veille.

Après le rapport d'activité de BALTA (Documentation), LIBERMAN (Marseille) insiste sur le principe essentiel de défense de la recherche fondamentale.

Puis MOAT (Roscoff) met l'accent sur l'urgence d'un problème à résoudre : le salaire des petites catégories. SCHATTE (Bellevue) intervient dans le même sens.

LEFORT (Pierre-Curie) affirme que la revendication de 16 % est périmée, elle se prononce contre la transformation en C.I.C. qui n'offre

aucune garantie, pas même de salaires, et propose une augmentation de 50 %.

PINDRUS (Pierre-Curie) rapporte l'action faite à son laboratoire contre la guerre d'Algérie, en insistant sur la nécessité de mettre fin le plus tôt possible à cette guerre. Il affirme son accord pour une augmentation de 50 %.

C'est alors que Rachel SAUTEREY (I.N.O.P.) propose que nous nous mettions d'accord sur les principes suivants :

— Augmentation immédiate de 50 % pour tous ;

— Aménagement du statut actuel ;

— Harmonisation à étudier avec l'ensemble des organismes de recherches publics et semi-publics.

La matinée se termine par l'intervention de différents camarades qui apportent, à quelques détails près, leur accord à cette proposition.

## SEANCE DU DIMANCHE APRES-MIDI

Le travail reprend l'après-midi sous la présidence de SCHATTE (Bellevue).

Après un rapport de BERGER (I.N.O.P.) sur la diffusion de la presse syndicale, et une discussion sur ce rapport, CHEMIN (Observatoire Meudon) propose qu'une commission réalise un projet de résolution concernant la nouvelle orientation de notre syndicat.

Pendant que cette commission se réunit, les camarades de Strasbourg et Toulouse font un compte rendu de l'activité de leur section et de leurs problèmes particuliers.

Puis la résolution (que l'on peut lire par ailleurs) est votée à l'unanimité.

Le Conseil national est ensuite élu.

Il s'agit alors d'élire un nouveau secrétaire général. En effet, notre camarade DUPRE ne peut plus assumer ces fonctions. Le Congrès regrette son départ, le remercie du très gros travail qu'il a effec-

tué depuis plusieurs années, et espère son proche retour.

Le camarade CHANCONIE (Bellevue) est élu, à l'unanimité, secrétaire général.

Notre camarade CANCEL (U.G.F.F.) clôt le Congrès dans une intervention très applaudie. Après avoir mis en évidence les possibilités dues à l'unité réalisée au sein de l'Intersyndicale et avoir insisté sur l'importance de la défense des petites catégories, CANCEL montre la déchéance de la Fonction Publique depuis la Libération. La non-application du statut des fonctionnaires a coûté à ceux-ci au moins 3.000 milliards. C'est par de puissantes luttes unies des personnels de la Fonction Publique que ce retard énorme pourra être comblé.

Les débats de notre Congrès furent très intéressants et très animés. Nous avons été obligés, par manque de place, de résumer beaucoup les interventions. Les camarades voudront bien nous en excuser.

## IMPRESSIONS D'UN DÉLÉGUÉ DE PROVINCE

Le matin du samedi 13 avril, le délégué de province qui arrive tout droit à la salle du Congrès, même s'il ne commence que l'après-midi, histoire de passer quelques moments de plus avec les copains, est accueilli par un petit groupe de gars joyeux qui finissent de décorer la salle.

La salle Guyader, qui n'est pas spécialement gaie au naturel, a pris une atmosphère de kermesse. On a envie de feuilleter tout de suite les livres nouveaux qu'on n'a pas encore vus et qui se bousculent sur la table de littérature, d'en faire mettre un tout de suite de côté pour rapporter au gosse.

On a envie de savoir tout de suite des nouvelles de tous les copains, ceux qui sont là et ceux qui vont venir (tous ceux de Paris et ceux de Marseille, Toulouse, Strasbourg et Saint-Michel-de-Provence).

Mais il y a une chose qui l'a frappé encore plus vivement que tout le reste, le délégué de province, c'est la banderole sur laquelle il lit : « Union de tous les personnels de la Recherche ». Ce mot d'ordre qui est celui qu'il aurait choisi s'il avait été là, celui qu'il va illustrer de tous les exemples qu'il apporte de loin, un mot d'ordre qui traduit le grand pas en avant qui a été fait depuis le dernier Congrès.

Il y a un an, l'unité était déjà au centre de nos préoccupations. Nous étions tous fiers d'avoir une intersyndicale de techniciens qui marchait presque comme un syndicat unique, mais un peu inquiets tout de même de voir que cela paraissait extraordinaire.

Nous avions bien conscience que, même unis, les techniciens du C.N.R.S. seuls ne feraient pas changer la face des choses d'une façon fondamentale, et voilà que, cette année, la situation a changé.

La présence à la tribune de notre congrès d'un représentant du syndicat des chercheurs, les interventions de Cancel pour l'U.G.F.F., d'Eugène Hénaff pour la C.G.T. nous ont fait prendre conscience que nous n'étions pas seuls, mais que notre action était une partie intégrante d'un immense mouvement de revendication qui se prépare, qui se développe dans l'unité de plus en plus large dans tout le pays.

C'est pourquoi, au terme de la discussion nourrie qui s'est déroulée durant ces deux jours, discussion véritable où chacun a été amené à revoir sa position en fonction de ce que l'expérience des autres lui apportait, c'est à l'unanimité que nous avons décidé que la revendication des 16 % était périmée, et qu'il nous fallait maintenant 50 %.

Et le délégué de province a repris son train, un peu triste de quitter les copains, mais tout heureux d'y voir plus clair, et impatient de faire partager à ses camarades de l'entrepris et de l'union locale la solide confiance en l'avenir que ces deux jours de discussion lui ont donnée.

A. MOAT.

# Pour que cessent les explosions atomiques

Partout dans tous les pays du monde, des personnalités scientifiques, politiques demandent l'arrêt des expériences nucléaires.

- en Allemagne,
- en U.R.S.S.,
- au Japon,
- en France,
- en Suisse,
- aux Indes, etc.

des hommes conscients du danger qu'elles représentent pour les êtres vivants, ont pris position.

Le Pape Pie XII lui-même demande aux savants de mettre fin à cette course à la mort. Il nous est impossible de citer toutes les prises de position. Nous allons seulement en reproduire quelques-unes.

## 18 savants allemands

Au moment où une opinion publique était prête à accepter comme une fatalité le réarmement atomique de l'Allemagne occidentale déclarent :

« Nous refusons de participer à la fabrication et à l'expérimentation des bombes nucléaires. »

Parmi eux sont 4 prix Nobel, dont le Professeur Otto HAHN qui découvrit le premier la fusion de l'uranium.

## Le Dr Schweitzer (Prix Nobel)

« Ce que nous pouvons dire avec certitude, c'est que les nuages radioactifs seront constamment entraînés par les vents autour du globe et qu'une partie de la poussière, de par son propre poids ou précipitée par la pluie, la neige, le brouillard et la rosée tombera petit à petit sur la surface de la terre, sur le sol, sur les rivières et les océans.

« Nous sommes forcés de considérer chaque accroissement du danger existant — par future création d'éléments radioactifs dus à des explosions de bombes — comme une catastrophe pour la race humaine, catastrophe qui doit être empêchée quelles que soient les circonstances... »

## Frédéric Joliot (prix Nobel)

« Si l'on n'arrête pas la poursuite des expériences, la teneur en radiostrontium atteindra certainement chez les hommes et surtout chez les jeunes enfants en pleine croissance des valeurs suffisantes pour provoquer de nombreux cancers des os et des leucémies... Donc un grand danger pèse sur chacun de nous et sur nos descendants si l'on

n'interrompt pas dès maintenant les explosions expérimentales d'armes nucléaires... »

## Des savants anglais :

Insistent sur le danger des chutes directes de substances radioactives, et de la retombée du strontium 90, danger grave pour nous et pour les générations à venir. Parmi eux le Professeur Joseph ROTBLAT, physicien, et le Professeur PENROSE, biologiste.

## 2 000 savants américains déclarent :

« Chaque nouvelle quantité de radiations cause des dégâts à la santé d'êtres dans le monde entier... En notre qualité de savants nous savons ce que ces dangers représentent et nous avons en conséquence la responsabilité de faire connaître ces dangers. »

Parmi eux le Docteur MULLER (prix Nobel 1946), le docteur ERLANGER (prix Nobel de médecine et de physiologie 1944).

Le Professeur PAULING (prix Nobel de biochimie 1954), qui a été l'initiateur de cette déclaration des 2.000, déclare en outre que les retombées atomiques consécutives aux expériences nucléaires seraient suffisantes pour qu'au cours des vingt prochaines générations naissent 200.000 enfants anormaux.

— o —

Mais les expériences atomiques continuent. Il faut que l'opinion publique maintenant avertie, se manifeste avec de plus en plus de force.

Partout des appels circulent pour demander un accord entre les grandes puissances qui mette fin aux essais thermo-nucléaires (appel de la Fédération Syndicale Mondiale, appel du Conseil Mondial de la paix notamment).

Sans tarder, joignons-nous à ces appels.

## Il faut faire la Paix en Algérie

Arrivant au pouvoir il y a seize mois, le gouvernement de M. Mollet nous promettait la paix en Algérie.

Aujourd'hui quel est le bilan de ces seize mois ?

Des milliards engloutis dans une guerre inutile, et dont tous les travailleurs font les frais.

Et en particulier qu'a-t-on fait pour la Recherche Scientifique ? On a bloqué les crédits qui lui étaient destinés, et en même temps l'embryon de la prime était largement absorbé par l'augmentation du coût de la vie.

Mais comment le gouvernement pourrait-il relever les salaires et trouver des crédits pour les laboratoires, s'il dépense 400 milliards par an pour cette guerre.

A l'heure où vient de se former un nouveau gouvernement, nous devons de nouveau exiger une solution pacifique du problème algérien. NOUS DEMANDONS UN Cessez-le-feu et des négociations avec les représentants du peuple algérien.

Nous voulons que cessent les tueries et les morts. De plus, les méthodes de répression utilisées en Algérie et les tortures, en provoquant inévitablement d'autres violences et une contre-répression, constituent une atteinte aux principes démocratiques de notre pays. Nous sommes responsables de cet enchaînement de tueries ; il faut qu'il cesse et nombreux sont ceux qui l'ont compris.

Dans tous les laboratoires, les techniciens, les chercheurs ont fait des mouvements, des pétitions, des délégations auprès des pouvoirs publics pour réclamer la paix en Algérie.

Parmi les diverses protestations, nous citerons celles des membres du Centre d'Etudes Sociologiques et du Museum d'Histoire Naturelle, qui, en avril dernier, ont écrit au Président de la République et ont demandé : « qu'il soit mis fin à l'usage des méthodes qui, non seulement bouleversent et pervertissent les consciences, mais sont de nature à jeter le déshonneur sur notre pays ».

Il est également hors de doute que la paix est une des conditions nécessaires à la solution de la crise financière dont la gravité affecte de plus en plus la vie de tous les travailleurs.

Nous devons intensifier notre action.

IL FAUT FAIRE LA PAIX EN ALGERIE.

